

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 72 (1927)
Heft: 8

Artikel: L'état-major russe au début de la guerre européenne
Autor: Feyler, F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-341053>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Etat-major russe au début de la guerre européenne ¹

Le 24 juillet, entre 11 heures et midi, le général Yanouchkevitch, chef de l'état-major russe, appela au téléphone le général Dobrorolsky, Directeur du service de la mobilisation, et lui demanda de venir immédiatement à son bureau.

« La situation est très grave, lui dit-il. L'Autriche adresse à la Serbie un ultimatum complètement inacceptable et nous ne pouvons rester indifférents. Il a été décidé de le déclarer ouvertement et fermement. Il paraîtra demain un bref avertissement officiel dans la *Russki Invalid* : « La Russie tout entière, y sera-t-il dit, suit avec une attention soutenue la marche des négociations entre le gouvernement austro-hongrois et le gouvernement serbe, et ne restera pas inactive si la dignité et l'intégrité du peuple serbe, frère par le sang, sont menacées ² ». Tout est-il prêt chez vous pour que la mobilisation de notre armée puisse être proclamée ? »

« Sur ma réponse affirmative, a écrit le général Dobro-

¹ Sources principales : GÉNÉRAL DOBROROLSKY, *La mobilisation de l'armée russe en 1914*. *Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, livraisons d'avril et de juillet 1923. — *La Grande guerre*. Relation de l'état-major russe. — DANILOW, *La Russie pendant la guerre mondiale*. — Voir aussi : PALÉOLOGUE, *La Russie des tsars pendant la Grande guerre*, tome Ier. — SIR GEORGES BUCHANAN, début des *Mémoires* (en anglais et traduction française du volume *Mon ambassade en Russie*). — POURTALÈS, *Am Scheideweg zwischen Krieg und Frieden*. — Commentaires sur la mobilisation russe et les débuts de la guerre à l'armée russe dans GURKO, *Russland 1914-1917* (paru en russe et en allemand). — Détails sur la prémobilisation russe dans HÆNIGER, *Russlands Vorbereitungen zum Weltkrieg*. — Les Livres officiels. — Major-général Knox, attaché militaire en Russie, *With the Russian Army 1914-1917*, qui a procuré leur documentation à diverses études de *Wissen und Leben*, auxquelles nous nous sommes aussi référés.

² La note communiquée à la presse fut d'une rédaction un peu différente, plus courte et atténuée, quoique ayant le même sens, et surtout la même portée de garde-à-vous : « Le gouvernement impérial suit attentivement l'évolution du conflit austro-serbe, qui ne peut laisser la Russie indifférente ».

rolsky, dans la *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, le chef d'état-major général me dit : « Vous m'apporterez dans une heure tous les documents relatifs à la mise des troupes sur le pied de guerre, où est envisagée, en cas de nécessité, une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie seule. Il ne faut pas que cette mobilisation puisse donner à l'Allemagne une raison d'y voir un acte hostile contre elle. »

Ce désir de ne pas provoquer l'hostilité de l'Allemagne allait être, dans les milieux politiques et militaires russes, une cause d'hésitations pendant toute la période préliminaire des préparatifs de la mobilisation. La plupart des chefs de l'armée estimaient qu'il n'y avait pas lieu de poser l'alternative entre une mobilisation partielle limitée à l'hypothèse d'une guerre contre l'Autriche isolée, et la mobilisation générale envisageant la guerre contre une coalition austro-germanique. Ils ne doutaient pas de l'intervention de l'Allemagne aux côtés de l'Autriche, soit qu'elle s'y jugeât tenue par fidélité à la Triple Alliance, soit, opinion très répandue, qu'elle fût, derrière son alliée, la véritable instigatrice de la guerre. Puis et surtout, parce que dans les conditions du passage de l'armée du pied de paix au pied de guerre une mobilisation partielle compromettrait irrémédiablement la mobilisation générale si celle-ci devenait nécessaire. Nous tomberons dans un chaos, disait-on alors en Autriche-Hongrie, si nous revenons sur notre ordre de transports à l'heure de l'exécution. En Russie, le cas était plus grave, c'était toute l'opération de la mobilisation qu'affecterait un changement du plan ; le chaos serait général.

Non que des mobilisations partielles ne fussent prévues à côté de la mobilisation générale. Les nombreux voisins de la Russie lui faisaient une obligation de les prévoir. D'une guerre contre la Perse, ou contre la Turquie ne résultait pas la nécessité d'en appeler à toutes les forces de l'Empire. Mais la perspective restait alors celle d'une action plus ou moins localisée. Or même dans de tels cas, la mobilisation partielle pouvait conduire à des complications de nature à compromettre les opérations, pour peu que l'adversaire fût plus résistant que le plan ne l'avait supposé. La guerre japonaise

en avait fourni une preuve. Successivement il avait fallu étendre le champ de la mobilisation partielle originaire et puiser des troupes dans de nouvelles circonscriptions. Que l'obligation d'une mobilisation générale intervînt dans ces circonstances, il devenait impossible de s'en sortir. Affaiblie par le désordre, la Russie était livrée aux coups de son nouvel adversaire.

Que convenait-il de penser dans le cas de l'Autriche-Hongrie ? Quoique inférieure en forces à la Russie, cette puissance n'était point un adversaire méprisable, tant s'en faut. Que l'Allemagne se dressât à ses côtés en cours d'hostilités, comme c'était à prévoir, la mobilisation générale serait compromise avant même d'avoir été ordonnée.

La cause principale des difficultés résidait dans la répartition nationale et non par régions de corps d'armée des réservistes, en raison des différences de densité des populations des provinces. Il en était de même des éléments techniques et des services auxiliaires des corps d'armée. Après la guerre de Mandchourie qui avait démontré les inconvénients de ce régime, l'état-major avait mis sa réforme à l'étude, mais le travail n'était pas achevé lorsque la guerre éclata.

Que le chef de l'état-major général ne se soit pas rendu compte, au premier moment, du danger de la mobilisation partielle, le général Danilow, qui, en sa qualité de quartier-maître général eut à en discuter avec lui, l'explique par la circonstance que le général Yanouchkevitch venait d'entrer en fonctions et n'était pas encore familiarisé avec tous les détails du mécanisme de la mobilisation.¹ D'une manière générale, la direction de l'état-major général avait souffert, dans les années qui précédèrent la guerre européenne, de l'instabilité des chefs.

Le 24 juillet un conseil des ministres avait décidé l'ouverture de la période de prémobilisation. Cette période était destinée à la mise au point des mesures d'exécution d'une mobilisation imminente, de telle sorte que l'opération ne risquât ni retard ni heurts : préparation des ordres d'appel, des ordres

¹ DANILOW, *Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, oct. 1923, p. 260. — Le général Yanouchkevitch était entré en fonctions au mois de mars.

de réquisition des voitures et des chevaux, des ordres pour la réunion des approvisionnements, pour le complètement des cadres, etc. Détail caractéristique, ce même jour fut décidée à l'état-major la rédaction définitive du règlement sur la conduite des troupes en campagne, pour remplacer les prescriptions en vigueur qui dataient du siècle passé¹. C'était le moment d'y songer. Heureusement, le grand état-major n'avait pas attendu le satisfecit des bureaux pour ordonner l'impression du nouveau texte. Faisant acte de prévoyance, il avait pris les devants et muni les corps de troupes².

Le 28 juillet, on apprit la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Du coup sombrèrent les derniers espoirs de conserver la paix. Alors se posa la question : mobilisation générale ou partielle ? Dans les sphères politiques les opinions n'étaient pas encore arrêtées. Seuls les militaires, au courant du détail de l'opération, restaient inébranlables dans la leur ; ils savaient que le plan de mobilisation générale était à jour, que l'organisme pouvait fonctionner, que les chemins de fer étaient prêts à recueillir dans les différentes circonscriptions les éléments constitutifs des corps d'armée et à les amener sur les places de rassemblement. Tandis qu'aucun plan n'avait été dressé pour une mobilisation contre la seule Autriche-Hongrie.

Mais c'était au tsar à décider. En présence de l'incertitude régnante, l'état-major prépara deux projets d'oukases avec premier jour de mobilisation le 30, l'un ordonnant la mobilisation générale, l'autre une mobilisation limitée aux quatre circonscriptions militaires de Kief, Odessa, Moscou et Kasan.

En même temps, un rapport détaillé, à la rédaction duquel le général Danilow avait plus particulièrement participé, avait attiré l'attention du général Yanouchkevitch sur l'inopportunité absolue de cette seconde mesure. Sans doute exerça-t-il une influence, car le tsar se prononça en faveur de la mobilisation générale, dont l'avis télégraphique fut aussitôt rédigé.

Il allait être expédié le 29 au soir, lorsqu'on apprit que le tsar s'était ravisé et envoyait l'ordre de s'en tenir aux treize corps d'armée des quatre circonscriptions indiquées.

¹ DOBROROLSKY, *Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, avril 1923, p. 68.

² DANILOW, *La Russie dans la guerre mondiale*, pp. 82-83.

Pourquoi ce changement subit ? Les motifs étaient divers.

La diplomatie s'était remise à la tâche et ne désespérait pas d'une solution pacifique. A Londres, les jours d'avant, sir Edward Grey, ministre britannique des affaires étrangères, avait proposé une médiation des quatre grandes puissances, Allemagne, Angleterre, France et Italie, entre la Russie et l'Autriche. Cette proposition était tombée devant l'opposition du gouvernement de Berlin et à la suite de la déclaration de guerre de Vienne à Belgrade, mais sir Edward Grey la reprenait sous une autre forme. Il suggérait une prise de gage territorial de l'Autriche en Serbie, à la faveur de laquelle l'Autriche, assurée des satisfactions auxquelles elle prétendait, pourrait se prêter à une conversation conciliante.

D'autre part, à St-Petersbourg, l'ambassadeur de France, M. Paléologue, ayant appris la décision de mobilisation générale, était intervenu auprès du ministre des affaires étrangères, M. Sazonow, pour que l'état-major russe ne prît aucune mesure d'exécution avant d'avoir conféré avec l'état-major français. Et les jours précédents, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir George Buchanan, avait insisté pour que le gouvernement du tsar évitât toute résolution précipitée. La veille encore, 26 juillet, il avait profité d'une conversation avec Sazonow pour l'engager, « une fois de plus », à ne prendre aucune mesure militaire qui pourrait être interprétée par l'Allemagne comme une provocation.

D'autre part encore, les trois ministres légalement appelés à contresigner l'oukase du tsar n'avaient témoigné d'aucun enthousiasme à s'exécuter, pour ne pas parler de répugnance. Le ministre de la guerre, général Soukhomlinow, inclinait à laisser la responsabilité des résolutions militaires au chef de l'état-major. Le ministre de la marine, amiral Grigorovitch, avait déclaré que la flotte russe n'était pas en mesure de se mesurer avec la flotte allemande : « Kronstadt ne préservera pas la capitale d'un bombardement » ; et il n'avait consenti à signer qu'après s'être fait confirmé l'ordre par le ministère de la guerre. Quant au ministre de l'intérieur Maklakow : « Chez nous, avait-il dit, la guerre ne peut être populaire dans les masses profondes du peuple ; les idées révolutionnaires sont

plus à la portée du peuple qu'une victoire sur l'Allemagne. Mais on n'échappe pas à sa destinée... » Et faisant un signe de croix, il avait signé¹.

Jusqu'à quel point ces attitudes peu encourageantes avaient-elles agi sur l'esprit du tsar ? Lui aussi était grandement désireux d'éviter les mesures irréparables. Il avait en conséquence, de sa propre initiative, et sans en informer son gouvernement, télégraphié à l'empereur Guillaume pour lui proposer de soumettre le litige austro-serbe au Tribunal de La Haye. « J'ai confiance dans ta sagesse et dans ton amitié », lui avait-il mandé.

Guillaume II avait laissé tomber cette proposition, et les informations de Berlin devenaient plus alarmantes. Gouvernants et diplomates paraissaient peu disposés à agir sur Vienne dans un sens apaisant, comme les y sollicitait entre autres la diplomatie britannique ; ou tout au moins y apportaient-ils une extrême circonspection. Ils insistaient sur la crainte qu'une trop vive pression sur l'Autriche n'exercât, par réaction, un effet contraire à celui qu'on désirait.

En outre, une nouvelle était arrivée de Berlin, transmise par l'ambassadeur de Russie. Le journal officieux le *Lokal Anzeiger* avait annoncé la mobilisation de l'armée allemande. Cette information fut tôt après démentie par le gouvernement allemand ; elle n'en était pas moins de nature à encourager la suspicion chez des esprits inquiets et soupçonneux.

Une autre nouvelle émut vivement la foule : les Autrichiens avaient bombardé Belgrade ! Était-ce donc qu'ils ne voulaient entendre à rien ? Alors c'était la guerre inévitable.

Par deux fois, la veille, l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Pourtalès, s'était rendu auprès de M. Sasonow et son attitude n'avait rien eu de quelqu'un qui incline à la paix. La seconde fois, à sept heures du soir, il avait donné connaissance au ministre russe d'une dépêche du chancelier allemand disant « qu'un développement ultérieur des mesures militaires russes obligerait l'Allemagne à des mesures analogues, mais que cela signifierait la guerre ». Comme le gouvernement russe était très résolu à ne pas abandonner la Serbie à l'arbitraire de l'Au-

¹ DOBROROLSKY, *Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, juillet 1923, pp.146-148.

triche, et qu'il l'avait fait savoir publiquement, cette remarque n'était pas pour encourager une renonciation aux mesures de précaution. Aussi, lorsque M. de Pourtalès, moins hérissé que la veille, se présenta de nouveau chez M. Sasonow, le 30, et lui demanda s'il ne se contenterait pas d'une promesse de l'Autriche de ne pas porter atteinte à l'intégrité du Royaume de Serbie, le ministre formula la déclaration suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à enlever de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. ¹ »

Tout dépendait donc de nouveau de l'Autriche. Mais quelle confiance lui accorder ? Si elle désirait la paix, pourquoi bombardait-elle Belgrade ?

Le général Yanouchkevitch était maintenant fort inquiet du désordre que risquait de provoquer la mobilisation partielle ; les rapports de ses subordonnés l'avaient éclairé. Aussi avait-il demandé une entrevue à M. Sasonow et l'avait-il persuadé « de représenter à l'empereur tout le danger d'une mobilisation partielle qui, au point de vue politique, pouvait être considérée comme un manquement à nos devoirs d'alliés envers la France ; cela permettrait à Guillaume d'extorquer au gouvernement français une promesse de neutralité, et quand nous serions empêtrés dans notre mobilisation partielle, il nous déclarerait la guerre et profiterait de notre manque de préparation ». ²

Tout se coalisait ainsi pour engager le tsar à reviser son jugement : les risques militaires intérieurs, les nouvelles de Berlin, les premières opérations autrichiennes contre les Serbes, la loyauté de l'alliance. Il décida son second contre-ordre.

Cette fois-ci, le télégramme de mobilisation générale fut expédié. Il était six heures du soir, assez tôt pour que le changement n'entraînât aucun désordre dans les quatre circonscriptions mobilisées la nuit précédente. Elles reporteraient

¹ Livre orange russe, Nos 60 et 63. Pourtalès, ouvr. cit., donne un fac-similé de la déclaration de Sasonow.

² DOBROROLSKY, *Rev. d'hist. de la guerre mondiale*, juillet 1923, p. 150.

simplement le premier jour de mobilisation du 30 au 31, et comme ce premier jour ne comportait aucun déplacement de troupes, ni embarquements de réservistes ou de chevaux, tout resterait en état chez elles pendant 24 heures.

* * *

L'organisation militaire de la Russie avait été fixée par une loi de 1912 qui rappelait sous les drapeaux les hommes de 21 à 43 ans. En tenant compte de tous les sujets aptes au service militaire, ces vingt trois classes d'âge constituaient un effectif de 15 millions d'hommes.

Mais une partie ne figurait que sur le papier. La loi les groupait dans deux catégories : l'armée permanente composée, réservistes compris, de 18 classes d'âge dont trois (infanterie) ou quatre sous les armes, et l'armée territoriale. Sur le pied de paix, l'armée permanente comptait 1 300 000 hommes auxquels la mobilisation ajoutait 3 500 000 réservistes. Les territoriaux étaient à leur tour subdivisés en deux groupements : les hommes sortis de l'armée permanente à l'expiration de quinze ou quatorze années de réserve, et auxquels étaient adjoints des éléments qui, sans avoir accompli le service actif en entier avaient reçu une instruction sommaire pendant une courte période de convocation, et les hommes qui ne possédaient aucune instruction militaire.

Distinguant dans cette masse énorme de 10 millions de territoriaux, le plan de mobilisation organisait les quatre plus jeunes classes d'âge en 900 bataillons, sotnias et batteries. Il obtenait ainsi une armée de seconde ligne de un million d'hommes environ, sur lequel un solde après organisation des unités pouvait être ajouté aux réservistes. Des plus anciennes classes d'âge, le plan tirait encore environ 500 bataillons d'étapes et de garnisons, destinés à remplacer à l'intérieur de l'empire les contingents de l'armée permanente appelés au front.

Ainsi, pour les premiers mois de la guerre, et convoqués à des échéances successives, 7 millions de soldats étaient mis en œuvre par le plan de mobilisation.

Les réservistes servaient à deux fins : à compléter les

effectifs de l'active et à former des divisions de réserve en accroissement de l'armée de campagne. Mais ces divisions demandaient un complément de leurs cadres à la mobilisation et une reprise en mains de leur troupe. En attendant de pouvoir être envoyées au front, elles suppléaient à l'intérieur de l'empire les unités actives.

Une difficulté était causée par la constitution des états-majors supérieurs, imparfaitement, et même pour certains d'entre eux nullement fixée en temps de paix. Leur personnel devait être désigné au moment de la mobilisation. Il en était ainsi pour tout ou partie des officiers des états-majors de l'armée, des groupes d'armées du nord-ouest (Prusse orientale) et du sud-ouest (Galicie) et de dix armées (Caucase compris). Cet appel d'officiers aux unités supérieures affaiblissait, au moment du coup de collier à donner, les unités subordonnées au préjudice desquelles il devait être partiellement effectué.

La répartition territoriale de l'armée russe était la suivante, distinction faite entre la Russie d'Europe, première prête pour des opérations à la frontière occidentale de l'empire, le Caucase, plus éloigné, et la Russie d'Asie à réseau ferroviaire beaucoup moins serré, ce qui ralentissait tant la mobilisation que les transports de concentration. Comparativement, les réseaux ferroviaires allemand et russe se présentaient comme suit :

Pour mille km. carrés :

En Russie d'Europe (Pologne exclue) 0,96 km.

En Allemagne 11,95 km.

Pour 10 000 habitants :

En Russie d'Europe 3,9 km.

En Allemagne 9,6 km.

De ces chiffres, il ressort que le réseau ferroviaire allemand était 12 fois supérieur à celui de la Russie d'Europe pour une population deux fois et demie inférieure en nombre. Ainsi, théoriquement, un soldat appelé sous les drapeaux se trouvait, en Russie d'Europe, pour rejoindre son corps, à une distance cinq fois plus grande que le soldat allemand ¹.

L'ensemble des territoires de la Russie était divisé en douze circonscriptions militaires, savoir :

¹ GURKO, ouvr. cit. p. 14.

Russie d'Europe : Pétersbourg, Vilna, Varsovie, Kiew, Odessa, Moscou, Kasan.

Caucase.

Russie d'Asie : Turkestan, Omsk, Irkoutsk, Priamour.

Ces circonscriptions étaient le siège de 31 corps actifs, savoir :

Russie d'Europe : le corps d'armée de la Garde, fort de 3 divisions, à St-Pétersbourg ; le corps d'armée des Grenadiers, fort de 4 divisions, à Moscou ; et 25 C. A. de ligne à 2 divisions, numérotés de I à XXV.

Caucase : trois corps d'armée à 2 D. I.

Russie d'Asie : 7 C. A. à 2 D. I., soit 2 du Turkestan et 5 de Sibérie orientale.

Plus, 11 brigades de Tirailleurs et les armées de cosaques européennes et asiatiques, celles-ci comptant environ 200 000 hommes.

A chaque corps d'armée actif correspondait une division de réserve. Ces divisions étaient numérotées de 53 à 84, divisions sibériennes numérotées à part. Levée entière, l'armée de campagne russe devait compter à son ordre de bataille 114 D. I. et 36 divisions de cavalerie à 24 escadrons et un groupe de batteries à cheval.

Les divisions d'infanterie étaient à 2 brigades de 2 régiments de 4 bataillons, soit 16 bataillons, 14,000 fusils, 32 mitrailleuses, 48 canons de campagne. Au corps d'armée, 12 obusiers légers de 12 cm.

En artillerie lourde, l'armée russe était médiocrement dotée d'obusiers de 15 cm. et de canons de 10,67.

L'aviation était inférieure à celle des Allemands et des Autrichiens, 320 avions au total, avec leurs pilotes. D'une manière générale, le personnel technique constructeurs et mécaniciens était insuffisant.

* * *

Peu avant la guerre encore, on admettait, dans les états-majors autrichien et allemand, que la mobilisation russe exigerait un assez long délai. Le projet d'offensive initiale en Occident reposait, entre autres, sur cette hypothèse. Elle se fondait sur la lourdeur de la masse à mettre en mouvement, sur la lenteur

d'action des Russes et sur les distances considérables des transports par voies ferrées. De St-Petersbourg, de Moscou et de Kasan à Varsovie, ces distances sont de 1100, 1200 et 2000 kilomètres. Pour les troupes de la Russie d'Asie, il fallait ajouter 2800 kilomètres de Taschkend à Moscou, (C. A. du Turkestan) et 7500 de Vladivostok à Moscou (C. A. sibériens).

En Russie d'Europe, première région à considérer, les parcours étaient beaucoup moins longs sur des voies ferrées plus nombreuses. Kiew-Varsovie et Smolensk-Varsovie représentaient les plus longs trajets avec 700 et 800 kilomètres. Les concentrations de Podolie bénéficiaient de moindres distances, et de même celles du nord, face à la Prusse Orientale. C'est pourquoi le commandement austro-hongrois se montrait si soucieux des rassemblements à prévoir entre Bug et Vistule, rassemblements séparant Allemands et Autrichiens. Il admettait aussi et estimait, en considération des nouvelles études de concentration en Russie et du perfectionnement du réseau ferroviaire, que les délais de rassemblement des armées avaient été raccourcis, mais non au point de procurer l'avance à l'ennemi.

A la O. H. L.¹ allemande, on éprouvait quelque hésitation quant à la date à laquelle les Russes seraient en mesure de commencer leurs mouvements. Que les travaux de mobilisation eussent été perfectionnés depuis deux ou trois ans, on le savait, mais la rapidité de l'opération dépendrait du jour où serait ouverte la période de pré-mobilisation. D'autre part, il était permis de croire que le commandement russe préférerait ne pas s'engager avant une réunion complète de ses forces. On ne doutait pas que le gros de celles-ci serait dirigé contre les Austro-Hongrois, mais il convenait de ne pas ignorer l'éventualité d'une offensive activée contre la Prusse Orientale.

Dans l'ensemble, et mettant de côté les corps d'armée du Turkestan et de Sibérie à lointaines survenances, mais faisant entrer dans ses calculs, partie des formations de réserve, la OHL allemande concluait qu'en utilisant en plein la période de pré-mobilisation, les Russes disposeraient, le 18^e jour de leur mobilisation, de 63 D. I et de 22 D. C.

En fait, le plan de mobilisation ne fut pas celui auquel l'état-major russe travaillait à l'heure des événements et dont il avait

¹ Oberheeresleitung = G. Q. G.

commencé la préparation en automne 1913. Faute d'étude achevée, l'état-major dut s'en tenir au plan précédent, daté de 1910 et dont la dernière mise au point avait eu lieu au printemps de 1912. En cours de concentration, quelques changements transférant des unités d'une armée à une autre furent encore introduits.

Les concentrations furent les suivantes :

Face à la Prusse Orientale :

1^{re} armée, général Rennenkampf, rassemblée sur le Niémen, de Kowno au nord de Grodno ;

2^e armée, général Samsonow, sur la Narew, de Grodno à Zombrov ;

Face à la Galicie :

4^e armée, général Zaltsa, dans le rayon Ivangorod-Sandomir-Lublin ;

5^e armée, général Plehve, de Kholm à Kowel, avec une division à Brest-Littovsk ;

3^e armée, général Russky, Lutzk-Kramenetz et au sud ;

8^e armée, général Brussilow, de Proskurov à Imerinka.

En outre, dans la circonscription de St-Petersbourg, devenue Pétrograde, une 6^e armée ; et dans la circonscription d'Odessa une 7^e. Enfin une 9^e armée fut rassemblée, à la dernière minute, autour de Varsovie.

Le 27 juillet, le tsar s'était proclamé commandant en chef des armées russes, avec le général Yanouchkevitch comme chef d'état-major. Le 2 août, il confia le commandement suprême au Grand-duc Nicolas-Nicolaïevitch. Le général Jilinski reçut le commandement du front nord-ouest, le général Yvanow celui du front sud-ouest.

La veille, 1^{er} août, M. de Pourtalès avait remis à M. Sasonow la déclaration de guerre de l'Allemagne. Celle de l'Autriche-Hongrie ne fut remise que le 6 août.

Le 14 mars, en prévision d'une éventualité de guerre, l'état-major général russe avait arrêté les termes d'une note formulant les hypothèses auxquelles les plans d'opérations devaient se prêter. Une hypothèse A (Austria) attribuait à l'Autriche-Hongrie le rôle principal dans la guerre orientale des Empires centraux, leur offensive initiale étant supposée dirigée contre la France. Dans cette hypothèse, les Russes auraient à

combattre, au début des hostilités, l'armée austro-hongroise surtout, et une fraction seulement de forces allemandes. Cette fraction était supposée devoir être de 16 à 25 divisions. Les Austro-Hongrois ne laisseraient devant les Serbes qu'un strict minimum d'effectifs et réuniraient contre la Russie de 43 à 47 divisions.

L'autre hypothèse dite G (Germanie) posait la possibilité de l'initial et principal effort allemand en Russie, conjointement avec l'Autriche.

Si, en ce qui concerne l'Allemagne, la note ne parlait que de « possibilités », elle se fondait sur des documents du service des renseignements pour affirmer des certitudes en ce qui concernait l'Autriche. Ces documents dataient de 1912 et déterminèrent le dispositif russe des premiers jours d'août 1914.

D'autre part, le commandement russe sut très tôt que les grands transports allemands étaient dirigés à l'ouest. Le plan à exécuter serait donc le plan A.

Néanmoins, il se sentait sollicité par des opinion et obligation opposées : l'opinion qu'il devait avant tout, pour libérer ses initiatives, écarter l'armée austro-hongroise de son chemin, et l'obligation de soutenir son alliée la France alors qu'elle en éprouverait le plus grand besoin. Il n'était pas douteux pour lui, comme pour l'état-major français, que la victoire ne serait décisive que lorsque l'adversaire allemand aurait été abattu. L'Allemagne était donc l'objectif essentiel ; il importait de l'atteindre dans ses œuvres vives, et celles-ci, pour un ennemi venant de l'est, étaient, de toute évidence, le territoire industriel de la Silésie et, plus au nord, Posen, Berlin.

Mais dans ces directions, se dressait un obstacle et se dessinait une menace : l'obstacle était l'armée austro-hongroise, couverture de l'Allemagne ; la menace, les forces que cette dernière serait en état de réunir dans la Prusse Orientale, sur le flanc nord du mouvement, forces supputées comme on a vu à 16 à 25 D. I. Le problème à résoudre devenait ainsi celui du partage des effectifs entre la résistance à ces divisions, et le renversement de l'obstacle autrichien supposé devoir être de 43 à 47 D. I.

Comme l'Allemagne, comme l'Autriche, la Russie se voyait en présence d'une guerre sur deux fronts et d'une manœuvre en position centrale. Elle pouvait s'y appliquer en adoptant une

simple défensive du côté de la menace, où une offensive ne pourrait quand même pas dépasser la Basse Vistule avant une victoire sur les Autrichiens, et l'offensive immédiate contre ceux-ci. Mais intervenaient des considérations politiques. Avant la guerre déjà, dans les conversations entre états-majors, les Français avaient insisté sur leur espérance de voir leurs alliés russes alléger leur tâche en prenant résolument le taureau par les cornes, c'est-à-dire en s'attaquant aux Allemands d'emblée et sans tergiversations. Le 5 août, à l'heure des premiers mouvements et au cours d'une entrevue avec le tsar, M. Paléologue était revenu sur ce point : « L'armée française, avait-il dit, devra soutenir le choc formidable de vingt-cinq corps allemands. Je supplie donc Votre Majesté de prescrire à ses troupes une offensive immédiate. Sinon, l'armée française risque d'être écrasée. Et toute la masse allemande se retournerait contre la Russie ». A quoi le tsar, en accentuant les mots, avait répondu : « Aussitôt la mobilisation terminée, j'ordonnerai la marche en avant. Mes troupes sont pleines d'ardeur. L'attaque sera menée avec toute la vigueur possible ».¹

A Paris, le ministre de la guerre avait tenu le même langage au comte Ignatief, attaché militaire à l'ambassade de Russie ; et l'ambassadeur lui-même, M. Iswolsky, soulignait dans sa correspondance, l'impatience « fébrile » avec laquelle toute la France attendait la nouvelle de l'offensive russe ; « une désillusion à ce sujet serait susceptible de produire l'impression la plus déprimante, » ajoutait-il.²

L'offensive ne pouvant être prise contre l'Allemagne, au premier début de la guerre, qu'en Prusse Orientale, la solution était de renoncer à la défensive et de procéder par l'offensive sur l'un et l'autre front. A cette solution devait répondre le partage des effectifs, et de là le dispositif adopté.

Pour l'attaque en Prusse Orientale, le général Jilinski disposerait, en troupes actives, et sous les ordres du général Rennenkampf, de 6 ½, puis 8 ½ D. I., composant, de la droite à la gauche de leurs concentrations, les XX^e, III^e, IV^e, puis II^e C. A., et sous les ordres du général Samsonow, 10 D. I. compo-

¹ PALÉOLOGUE, *ouv. cit.* tome Ier, p. 54.

² DANILOW : *Rev. milit. française, Les premières opérations de l'armée russe.* 1^{er} mai 1923. p. 162.

sant les VI^e, XIII^e, XV^e, 1^{er} et XXIII^e C. A. En outre, 3 D. C.

Pour l'attaque des Austro-Hongrois, le général Yvanow disposerait, formations actives et de réserve, de 46 D. I. et 18 ½ D. C.

La supériorité numérique était ainsi très forte, au moins en infanterie, sur le théâtre nord-ouest, moindre sur le théâtre sud-ouest encore qu'appréciable puisque les divisions russes comptaient 16 bataillons, pour 14, en règle générale, aux divisions austro-hongroises, et 11 à 12 aux divisions du corps allemand Woyrsch qui devait appuyer les Autrichiens.

La concentration de Varsovie, forte de 3 C. A., figurait une réserve générale à la disposition du général en chef. La 6^e armée, à Pétrograde, répondait à la surveillance de la Finlande et de la Suède. Elle fut bientôt remplacée par des formations de réserve. La 7^e à Odessa, composée d'unités de réserve, observait la Roumanie et la Turquie.

En définitive, malgré les difficultés opposées par les conditions géographiques, industrielles et administratives de l'empire, la mobilisation s'effectua sans accrocs, encore qu'elle ne fût pas sans lacune, surtout en matière d'organisation des trains dans les armées du Nord.

Quant aux pronostics formulés en Allemagne, et assez généralement admis, sur les désordres politiques intérieurs qui entraveraient les résolutions militaires du gouvernement russe, ils furent démentis par l'événement. Les deux ou trois années précédentes avaient montré les oppositions politiques à l'œuvre, et des désordres de la rue allant jusqu'à des mutineries militaires. Des révoltes s'étaient produites dans la flotte de la mer Noire comme dans celle de la mer Baltique. « Le mécontentement devenait général, écrit sir Georges Buchanan, les grèves se succédaient, si nombreuses et si graves qu'on ne pouvait guère s'étonner des prédictions de l'ambassadeur d'Allemagne : « La déclaration de guerre sera le signal de la révolution ».

Le phénomène fut l'inverse. A peine la guerre s'avéra-t-elle inévitable que les oppositions s'effacèrent et que, dans tous les milieux, les esprits s'unirent dans la volonté de défendre la patrie.

Colonel F. FEYLER.